

Offre de stage

Référence de l'offre de stage : xxx janvier 2022

- ▶ **Durée du stage** : 6 mois
- ▶ **Début du stage** : 05/01/2022
- ▶ **Période du stage** : 05/01/2022 au 30/06/2022
- ▶ **Site d'implantation** : 3 Place Fontenoy 75007 Paris
- ▶ **Direction** : Protection des droits - Affaires judiciaires (DPDAJ)
- ▶ **Pôle** : stage auprès de la Direction et du Pôle déontologie de la sécurité
- ▶ **Présentation de la direction/du pôle/du service** :

La Direction « Protection des droits-Affaires judiciaires » réunit cinq pôles : « Défense des droits de l'enfant », « Déontologie de la sécurité », « Justice et libertés », « Emplois, biens et services privés » et « Droits et des malades et dépendance ». Elle comprend une cinquantaine d'agents (chefs de pôle, juristes, assistants) reçoit, analyse, expertise puis propose un traitement adapté des réclamations individuelles qui lui sont attribuées, des propositions de réforme entrant dans son champ de compétences. Par ailleurs, elle assure la coordination des relations avec les partenaires judiciaires de l'Institution et les juridictions européennes, ainsi que de la stratégie contentieuse de l'institution en matière de droits fondamentaux, dans son champ de compétences.

▶ **Missions confiées au stagiaire** :

Pleinement intégré(e) au sein de la Direction Protection des droits et Affaires judiciaires et du pôle Déontologie de la sécurité et sous l'autorité de la Conseillère, le ou la stagiaire participera au traitement de dossiers en rapport avec le respect des libertés et droits fondamentaux et de la déontologie de la sécurité, effectuera des recherches et analyses juridiques, et sera amené(e), dans ce cadre, à rédiger des projets de courriers, de notes et de décisions.

▶ **Profil souhaité** :

Etudiant (e) ou avocat (e) stagiaire disposant au minimum d'un Master 2 en droit, d'une solide connaissance des droits fondamentaux et libertés, de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et du droit de l'Union européenne, ainsi que du droit pénal et de la procédure pénale.

► **Compétences requises :**

- Connaissances en droit privé (droit pénal et procédure pénale notamment) et en droit public, en droit européen et international, également très bonnes connaissances de la jurisprudence de la CEDH et de la CJUE
- Esprit d'analyse et de synthèse
- Très bonnes capacités rédactionnelles
- Aptitude à travailler sur une pluralité de sujets, en équipe, dans l'urgence
- Maîtrise des outils informatiques
- Une expérience antérieure d'assistant(e) de justice ou en cabinet d'avocats serait très appréciée.

► **Merci d'adresser votre CV + lettre de motivation aux adresses courriel ci-dessous en rappelant la référence de l'offre :**

stages@defenseurdesdroits.fr

muriel.cauvin@defenseurdesdroits.fr